

# Infos censurées



Fondé en 1976 par Carl Jensen, professeur de journalisme à l'université de Sonoma (Californie), Project Censored s'inscrit dans le cadre d'un cours sur la censure dans les médias états-uniens, une pratique

apparemment courante même si elle viole le premier

amendement de la Constitution des États-Unis garantissant une liberté d'expression absolue.

Depuis 1993, ces recherches universitaires donnent lieu à la publication d'une revue, *Top 25 Censored Stories of the Year*, où figure un classement des vingt-cinq informations les plus censurées de l'année écoulée, des essais, des mises à jour des informations données les années précédentes, des bandes dessinées humoristiques, etc. Aujourd'hui, plus de deux cents personnes participent à son élaboration, étudiants, journalistes et professeurs. Leur action ne se limite pas à cette publication puisqu'un programme hebdomadaire de radio a été créé, *For the Record*, où les intervenants reviennent sur les cas de censure avérés dans les médias.

Dans la mesure où la censure permet de dissimuler les relations douteuses entre les sphères politique, économique et médiatique, les étudiants qui la dénoncent sont souvent taxés de « gauchistes » (*leftists*). Les rédacteurs de Project Censored ne prennent en réalité aucune position politique particulière, invitant même à leurs principales conférences de rédaction des membres des deux partis majoritaires (démocrate et républicain). Les républicains ont semble-t-il toujours refusé d'y assister.

Les critiques contre Project Censored viennent aussi des journalistes eux-mêmes. Ils reprochent à l'équipe de rédaction son manque de profondeur dans les enquêtes menées, ou leur aspect parfois trop subjectif, revenant toujours sur la même thématique, certes valide, mais vieillotte et éculée (impérialisme américain, omnipotence du dollar, etc.).

Il n'en demeure pas moins que Project Censored traduit une volonté louable de mettre en évidence la façon dont l'information est insidieusement orientée.

*NEXUS* a sélectionné dans ce *Top 25* les informations de l'actualité mondiale les plus discrètes de 2009/2010.

#### Pour aller plus loin

L'intégralité du « top 25 » 2009/2010 du Project Censored figure sur le site <http://www.projectcensored.org>.

# made in USA

## X L'armée américaine, premier pollueur de la planète

**LE DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE PRODUIT PLUS DE DÉCHETS DANGEREUX QUE LES CINQ PLUS GRANDES INDUSTRIES CHIMIQUES AMÉRICAINES RÉUNIES.**

**L**e département de la Défense américaine est responsable de la plus énorme pollution planétaire. En dépit de l'évidence, l'impact sur l'environnement est demeuré sans écho chez les organisations concernées et n'a fait l'objet d'aucune discussion ni proposition de réductions au sein de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques. Les vastes opérations mondiales de la chose militaire américaine (guerres, interventions et opérations secrètes à plus de 1000 bases et 6000 installations sur le territoire US) ne sont pas comptabilisées en regard des limitations de production de gaz à effet de serre.

Le département de la Défense produit plus de déchets dangereux que les cinq plus grandes industries chimiques américaines réunies. Parmi les agents avec lesquels les militaires US contaminent l'environnement, on compte l'uranium appauvri, l'essence, le pétrole, les pesticides, les défoliants (tels que l'agent orange), le plomb et des radiations étendues à cause des armes fabriquées, essayées et utilisées. La journaliste Sara Flounders a repéré quelques exemples types\* :

- Le Moyen-Orient, l'Asie centrale et les Balkans sont contaminés par des dizaines de tonnes de microparticules radioactives et de déchets hautement toxiques.
- Des mines et bombes à fragmentation répandues sur de vastes étendues d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient continuent à semer mort et destruction.
- Trente-cinq ans après la guerre du Vietnam, la troisième génération des populations affectées connaît un taux de malformations de naissance et de cancers 300 à 400 fois plus élevé que la normale à cause de la contamination par la dioxine.
- Les politiques militaires en Irak ont engendré la désertification de 90 % des terres, transformant ce pays originellement exportateur de denrées alimentaires en importateur de 80 % de ses besoins en nourriture.
- Aux États-Unis, les bases militaires sont en tête de liste des bases les plus polluées, le perchlorate et le trichloréthylène s'infiltrant dans l'eau potable, le sol et les nappes phréatiques.



- Les essais nucléaires dans le sud-ouest des États-Unis et les îles du Pacifique Sud ont irradié des milliards d'hectares de terre et d'eau, tandis que les résidus d'uranium souillent les réserves des Navajos.
- Des fûts rouillés contenant des produits chimiques et des solvants ainsi que des millions de cartouches de munitions sont abandonnés criminellement par le Pentagone sur des bases dans le monde entier. ■

\*Sara Flounders, « Add Climate Havoc to War Crimes: Pentagon's Role in Global Catastrophe », International Action Center, 18 décembre 2009.



## X Détenus « perdus » dans des centres anonymes

**D**es agents de l'ICE [le service d'immigration des USA] détiennent des milliers de résidents des États-Unis dans des centres locaux anonymes et non répertoriés, et en font comparaitre des dizaines de milliers à des procès secrets.

« Si vous voulez accuser quelqu'un d'acte criminel ou que vous le considérez hors la loi mais que les preuves sont insuffisantes, nous pouvons le faire disparaître », déclarait James Pendergraph, directeur, à l'époque, du Bureau de coordination d'État et locale de l'ICE, lors d'une conférence de la police et des shérifs en août 2008.

Les détenus sont dans un vaste réseau de plus de trois cents centres situés dans presque tous les États du pays. Quelques-uns de ces centres seulement sont sous contrôle opérationnel complet de l'ICE; il s'agit en majorité de prisons gérées par des États et gouvernements locaux en sous-traitance avec ICE pour fournir l'espace et le nombre de lits nécessaires. L'ICE a cependant

**LES DÉTENUS SONT RÉPARTIS DANS UN VASTE RÉSEAU DE PLUS DE 300 CENTRES SITUÉS DANS PRESQUE TOUS LES ÉTATS DU PAYS.**



créé un réseau de prisons secrètes destinées au confinement d'individus en transit.

Ces cent quatre-vingt-six installations locales anonymes et non répertoriées ne sont pas soumises aux normes de détention d'ICE, et manquent de douches, de lits, d'eau potable, de savon, de brosses à dents, de serviettes de toilette, de courrier, d'avocats et d'information juridique.

Nombre de ces centres secondaires se situent dans des zones suburbaines administratives ou commerciales, ne fournissent aucune information sur leurs détenus ICE et ne montrent aucun signe, ni véhicule identifiable, ni même un drapeau américain.

En outre, il n'y a aucune base de données en temps réel sur les détenus de l'ICE, ce qui équivaut à la création par cette administration d'un réseau de prisons secrètes destinées au confinement d'individus en transit, facilitant leur disparition pure et simple. Les détenus en immigration peuvent être éloignés de leurs avocats à n'importe quel moment de la procédure, ce qui est souvent le cas. Ces personnes peuvent être littéralement « perdues » par leurs avocats et leurs familles pendant des jours ou des semaines après leur transfert. ■

## X La guerre secrète US au Pakistan

**D**ans une base secrète avancée de la JSOC [Commande d'opérations spéciale commune] dans la cité portuaire de Karachi, au Pakistan, des membres d'une division d'élite de la société privée Blackwater sont la cheville ouvrière d'un programme secret d'assassinats ciblés de présumés talibans et agents d'Al-Qaïda, tant à l'intérieur que hors du Pakistan. Selon une source bien placée au sein du renseignement militaire américain, les agents de Blackwater recherchent aussi de l'information et aident à la direction d'une campagne secrète de bombardements par les drones militaires US, fonctionnant en parallèle avec les frappes bien connues des Prédateurs de la CIA.

Blackwater, connue aussi sous les noms de Services X<sup>e</sup> et de Centre d'entraînement US, nie

**IL S'AGIT D'UN PROGRAMME SECRET D'ASSASSINATS CIBLÉS DE PRÉSUMÉS TALIBANS ET AGENTS D'AL-QAÏDA**

participer à toute opération au Pakistan. Un ancien cadre supérieur de Blackwater a confirmé cette source du renseignement militaire affirmant que la compagnie opère au Pakistan pour la CIA et la JSOC\*. Il a ajouté que Blackwater travaille aussi pour le gouvernement pakistanais en sous-traitance d'une société de sécurité d'Islamabad, laquelle envoie des agents américains de Blackwater sur le terrain avec des forces pakistanaises, dans la province frontalière du Nord-Ouest et ailleurs, pour des opérations de « contre-terrorisme » comprenant des assauts de maisons et



La division Blackwater nie toute implication au Pakistan.

des barrages frontaliers. Cet arrangement permet au gouvernement pakistanais d'utiliser, en les faisant travailler pour Blackwater, d'anciennes forces d'opérations spéciales US tout en niant officiellement la présence de militaires US dans le pays. Cet ancien cadre a également



© STR New/Reuters/Thomas Quirynen

Les policiers donnent l'assaut contre des autochtones dans la province de Bagua, le 5 juin 2009.

## X Le Pérou massacre ses Indiens au nom du libre-échange

confirmé que Blackwater dispose d'une base à Karachi et de personnel déployé ailleurs au Pakistan.

Outre la commande des frappes par drones et opérations citées plus haut pour la JSOC et la CIA, l'équipe de Blackwater de Karachi participe à l'organisation de missions de la JSOC en Ouzbékistan contre le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Tout en participant à l'organisation d'actions secrètes et de bombardements par drones, Blackwater Select fournit des gardes privés pour des missions délicates de sécurité aux bases secrètes de drones US, aux camps de la JSOC et de l'Agence de renseignement de la Défense à l'intérieur du Pakistan. ■

\*Jeremy Scahill, *The Nations*, 23 novembre 2009

**L**e 5 juin 2009, Journée mondiale de l'environnement, des Indiens d'Amazonie péruvienne ont été massacrés par le gouvernement d'Alán García, dernier chapitre d'une longue guerre pour la jouissance de terrains communaux ; une guerre déclenchée par la signature de l'Accord de libre-échange [FTA] entre le Pérou et les États-Unis.

Le vendredi 5 juin à 6 heures, trois hélicoptères Mi-17 ont décollé de la base de la police nationale à El Milagro, au Pérou, et survolé une partie de la route joignant la jungle à la côte nord qui, depuis une dizaine de jours, était occupée par 5 000 indigènes Awajún et Wampi. Les appareils ont largué des gaz lacrymogènes sur la foule (des témoins affirment qu'ils ouvrirent aussi le feu à la mitrailleuse), tandis que, simultanément, un groupe d'agents armés de fusils AKM attaquait au sol le barrage routier. On estime à 500 le nombre de policiers qui ont pris d'assaut la foule des protestataires, dont certains dormaient encore, et ont ouvert le feu. Une centaine de personnes ont été blessées et de 20 à 25 tuées.

Quelques jours plus tard, le gouvernement a déclaré que 11 indigènes et 23 policiers avaient été tués. Les organisations indigènes ont fait état de 50 morts et 400 disparus parmi les leurs. Selon des témoignages, les militaires ont brûlé des corps et les ont jetés dans la rivière pour dissimuler le massacre ; ils ont fait aussi des prisonniers parmi les blessés dans les hôpitaux. Bien que les rapports divergent, il est certain que le gouvernement a envoyé des forces armées pour écraser une protestation pacifique qui durait depuis 57 jours dans cinq régions de la jungle : Amazonas, Cusco, Loreto, San Martín et Ucayali.

Le FTA US-Pérou a été signé le 8 décembre 2005 à Washington, DC, par les présidents de l'époque : George W. Bush et Alán García. Il a été ratifié en juin 2006 par le Pérou et en décembre 2007 par le Congrès des États-Unis. Le 19 décembre 2007, le Congrès péruvien a accordé au gouvernement les pleins pouvoirs de légiférer, par décrets, en toute matière relative à l'accord de libre-échange. Armé de ce mandat, l'exécutif a émis les 99 décrets qui sont à l'origine du conflit actuel. Le FTA a pris effet le 1<sup>er</sup> février 2009. ■

**LES MILITAIRES ONT BRÛLÉ DES CORPS ET LES ONT JETÉS DANS LA RIVIÈRE POUR DISSIMULER LE MASSACRE.**



## X Les médias minimisent l'aide de Cuba à Haïti

Lorsque, le 12 janvier 2010, un séisme a frappé Haïti, Cuba a été la première à apporter de l'aide médicale et ses équipes ont joué un rôle majeur dans l'assistance aux victimes. Les experts de santé publique rapportent que les Cubains ont été les premiers à ériger des installations parmi les décombres et à réorganiser les hôpitaux immédiatement après le tremblement de terre.

Cependant, dans le compte rendu des médias occidentaux, Cuba n'a pas figuré en tête de liste des pays donateurs. La liste publiée par une des principales agences de presse mentionne le nombre de trente médecins envoyés par Cuba, alors qu'en réalité il y en a

eu plus de 350, comprenant 280 jeunes médecins haïtiens ayant fait leurs études à Cuba. Un total de 930 professionnels de santé cubains a constitué le plus important contingent médical sur les lieux sinistrés.

Un autre groupe composé de 200 médecins originaires d'Afrique et d'Amérique latine plus une douzaine de médecins états-unis, tous issus des écoles médicales de La Havane, vinrent en renfort des équipes cubaines. Comparativement, l'organisation de renommée internationale Médecins Sans

Frontières, bien mieux financée et approvisionnée que les Cubains, envoya sur place 269 professionnels de santé.

Les médias n'ont pas seulement passé sous silence la contribution cubaine, mais

aussi celle d'autres pays d'Amérique latine. Le Brésil a financé à hauteur de 70 millions de dollars, entre autres pour 10 unités de soins d'urgence, 50 unités de secours mobiles, un laboratoire et un hôpital. Le Venezuela a annulé toutes les dettes d'Haïti et promis de fournir du pétrole gratuitement jusqu'à ce que le pays se soit relevé du désastre.

Certaines ONG occidentales emploient des agents médiatiques pour se faire valoir dans le monde. Les médias occidentaux entretiennent avec ces ONG des relations favorisant le développement d'une assistance mutuelle. Par contre, les équipes médicales cubaines ne sont pas incluses dans ce circuit médiatique-humanitaire principalement occidental et n'ont de chance de recevoir l'attention que des médias d'Amérique latine et des émissions et publications en espagnol. ■

**LES MÉDIAS N'ONT PAS SEULEMENT PASSÉ SOUS SILENCE LA CONTRIBUTION CUBAINE, MAIS AUSSI CELLE D'AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE.**



Distribution de vivres à Haïti.



Manifestation à Bhopal le 7 juin 2010.

## X L'eau de Bhopal toujours toxique vingt-cinq ans après

**L**e 2 décembre 1984, vers minuit, les quelque 500 000 habitants de la ville de Bhopal, au centre de l'Inde, étaient empoisonnés par environ 40 tonnes de gaz toxique s'échappant dans l'air nocturne d'une usine d'insecticides chimiques quasi abandonnée appartenant à l'Union Carbide Corporation (UCC) états-unienne. Cet accident, redouté depuis longtemps, est le plus grand désastre industriel de l'histoire.

De l'isocyanate de méthyle, du phosgène et d'autres gaz hautement toxiques libérés par des installations délabrées ont tué immédiatement un nombre de personnes estimé à 8 000. Ce bilan de la « nuit fatidique » s'éleva, dans les semaines et mois qui suivirent, à 20 000 morts. Des centaines de milliers d'autres furent atteints, souvent de façon permanente, de lésions aux poumons, au foie, aux reins, aux yeux et au système immunitaire. Le Conseil indien de recherche médicale conclut que plus de 520 000 personnes exposées avaient du poison dans le circuit sanguin, causant à des degrés divers des dégâts à presque tous les organes.

Le désastre de 1984 s'est peut-être estompé dans la mémoire du monde, mais à Bhopal les malformations congénitales se poursuivent aujourd'hui. La même usine productrice de ce gaz empoisonné est aussi responsable de fuites de produits chimiques mortels qui

se répandent dans l'eau potable d'environ 30 000 personnes. Certaines communautés souffrent d'épidémies de maladies des reins et de cancers et des centaines d'enfants sont atteints.

Indra Sinha, titulaire du Man Booker Prize pour son livre *Animal's People* sur la catastrophe de Bhopal, explique pourquoi cette fuite de gaz est encore un scandale national : « Après la nuit d'horreur, l'usine fut fermée. Elle contenait toujours des milliers de tonnes de pesticides et de déchets. L'UCC ne s'est jamais inquiétée d'y faire le ménage. Les produits chimiques furent abandonnés dans des entrepôts ouverts au vent et à la pluie. Vingt-quatre moussons ont rouillé et pourri les installations moribondes. Les pluies infiltrèrent les poisons profondément dans le sol. Ils envahissent les nappes phréatiques et pénètrent dans les puits et les forages. Ils jaillissent des robinets et entrent dans le corps des gens. Ils brûlent les estomacs, détériorent les peaux, abîment les organes et coulent dans les utérus où ils s'attaquent aux embryons. Si les bébés viennent au monde vivants, le poison les attend dans le lait de leur mère. » ■

**« SI LES BÉBÉS VIENNENT AU MONDE VIVANTS, LE POISON LES ATTEND DANS LE LAIT DE LEUR MÈRE. »**



## X Les États-Unis soutiennent les talibans

**L**es dollars des impôts américains aboutissent, en flot continu, dans les poches de membres des talibans et servent à financer un environnement instable en Afghanistan. Des entreprises privées payent les insurgés dans l'espoir d'obtenir une sécurité qui est l'objet même de leur contrat. Simultanément, des soldats US payent des présumés insurgés gardant des points de contrôle afin d'obtenir le libre passage. Dans certains cas, des compagnies gérées par d'anciens talibans, tel le cousin du président Hamid Karzaï, protègent le passage de soldats américains. Le financement des insurgés, ainsi que des rumeurs selon lesquelles des hélicoptères amé-

**DES ENTREPRISES PRIVÉES PAYENT LES INSURGÉS DANS L'ESPOIR D'OBTENIR UNE SÉCURITÉ QUI EST L'OBJET MÊME DE LEUR CONTRAT.**



## X Génocides et crimes contre l'humanité : l'Espagne revoit sa copie

**E**n octobre 2009, sous la forte pression des États-Unis, le gouvernement espagnol s'est résigné à restreindre sa propre juridiction en matière de génocides et crimes contre l'humanité. Ainsi se ferme un des derniers cadres de responsabilité pour les crimes les plus graves commis par les nations les plus puissantes du monde. Sous la loi internationale, pareils crimes tombent sous la juridiction universelle de toute nation, que ses propres citoyens en soient victimes ou non. La logique veut que les crimes contre l'humanité soient des atteintes contre chaque membre de l'espèce humaine; des crimes contre tous.

L'Espagne était un lieu où l'on pouvait porter plainte pour violation des droits de l'homme au Guatemala, en Argentine, en Chine, en Israël et ailleurs. Dans la plupart des cas, les procès étaient dressés contre des individus liés à une droite politique intouchable, tels Augusto Pinochet au Chili, l'officier militaire argentin Adolfo Scilingo, l'ancien secrétaire d'État US Henry Kissinger, le Premier ministre italien Silvio Berlusconi, l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon et six de ses principaux conseillers et, plus récemment,



Santiago Pedraz et Baltasar Garzón, les juges qui ont inquiété les États-Unis.

des hauts fonctionnaires de l'administration de George W. Bush.

Les pressions pour entraver les juges ont augmenté lorsque des magistrats espagnols ont fait état d'investigations impliquant Israël et les États-Unis. En janvier 2009, le juge du tribunal national d'Espagne a annoncé qu'il diligenterait une enquête sur sept responsables israéliens, en service actuel ou passé, à propos d'une offensive aérienne à

**LES PRESSIONS POUR ENTRAVER LES JUGES ONT AUGMENTÉ LORSQUE DES MAGISTRATS ESPAGNOLS ONT FAIT ÉTAT D'INVESTIGATIONS IMPLIQUANT ISRAËL ET LES ÉTATS-UNIS.**

Gaza, en 2002, qui tua un membre éminent du Hamas et 14 autres personnes. En mars 2009, Baltasar Garzón, le juge le plus réputé d'Espagne, a évoqué le principe de la juridiction universelle lorsqu'il a entrepris d'enquêter sur six anciens fonctionnaires de l'administration Bush accusés d'avoir cautionné par une loi la torture dans la prison américaine de Guantánamo, à Cuba. Et en mai 2009, le juge de la Cour suprême d'Espagne Santiago Pedraz a déclaré qu'il porterait devant la Cour trois soldats américains pour crimes contre l'humanité suite à la mort, en avril 2003, d'un caméraman de télévision espagnol et d'un journaliste ukrainien, ces hommes ayant été tués par les obus d'un char US dans un hôtel de Bagdad. ■



ricains transporterait des talibans, nourrissent une méfiance générale à l'égard des forces américaines. Parallèlement, le dollar du contribuable aux États-Unis continue à financer des insurgés afin de protéger les troupes américaines qui les combattent.

Les entreprises de sécurité, ainsi que nombre d'autres sociétés privées américaines, sont dans l'incapacité d'assurer la sécurité pour laquelle on les paye.

Ainsi, pour protéger les voies d'approvisionnement US, des entrepreneurs militaires payent des Afghans soupçonnés d'être des insurgés. Un pays déchiré par la guerre comme l'Afghanistan est peuplé de pauvres gens qui ne demandent pas mieux, pour quelques dollars, que de collaborer avec ces entreprises.

On estime que 10 % des contrats logistiques du Pentagone valant des centaines de millions de dollars sont payés aux insurgés, le gouvernement des États-Unis finançant ainsi ceux que ses troupes sont chargées de combattre. ■

## X Afghanistan : la plus vaste coalition militaire de l'histoire

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) est devenue la première armée globale de l'histoire. Jamais des soldats d'autant d'États différents n'ont servi sur le même théâtre d'opérations, ni surtout dans le même pays. Au huitième anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes des États-Unis, le monde assiste à un conflit armé du XXI<sup>e</sup> siècle mené par la plus grande coalition militaire de l'histoire.

L'annonce récente que des troupes de nations telles que la Colombie, la Mongolie, l'Arménie, le Japon, la Corée du Sud, l'Ukraine, et le Monténégro devraient se joindre à celles des quelque 45 autres pays déjà sous le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité dépendant de l'Otan, signifie qu'il y aura bientôt du personnel militaire de 50 pays et 5 continents fonctionnant sous un commandement unifié.

Le cinquantième anniversaire du sommet de l'Otan à Washington, DC, en 1999 a marqué la première expansion du seul bloc militaire mondial de l'après-guerre

**JAMAIS DES SOLDATS  
D'AUTANT D'ÉTATS  
DIFFÉRENTS N'ONT SERVI  
SUR LE MÊME THÉÂTRE  
D'OPÉRATIONS,  
NI SURTOUT DANS  
LE MÊME PAYS.**

froide, incluant d'anciens membres du pacte de Varsovie tels que la République tchèque, la Hongrie et la Pologne. Deux ans plus tard, après les événements du 11/9 à New York et Washington, l'Otan activa l'article 5 dans lequel « les parties



Un pilote canadien mène une offensive dans le sud de l'Afghanistan.

*conviennent qu'une attaque armée contre une ou plusieurs d'entre elles en Europe ou en Amérique du Nord sera assimilée à une attaque contre toutes ».*

Le motif principal de l'évocation de la clause d'assistance militaire mutuelle était de rallier les 19 membres du bloc militaire de l'époque en vue de l'invasion et de l'occupation militaire de l'Afghanistan et de l'installation de troupes, d'avions de combat et de bases dans toute l'Asie centrale et du Sud. Des accords de survol furent aussi conclus avec le Kazakhstan et le Turkménistan, et de nouvelles bases en Bulgarie et en Roumanie ont été utilisées depuis pour le transit de troupes et d'armes vers le théâtre afghan.

Ce n'est pas une guerre ordinaire que celle d'Afghanistan. Le seul bénéficiaire de cette configuration est l'émergence rapide d'un Otan global. ■